

ALGÉRIE : LE MUR DE LA PEUR EST TOMBÉ

Ce n'est pas un mouvement, c'est le peuple tout entier qui est sorti : 22 millions, c'est à peu près la totalité du corps électoral qui a défilé dans toutes les villes d'Algérie, dans les villages, les communes, les régions ... dans une démarche pacifique, une union et même une communion.

1. Quels sont les traits de l'actuel mouvement démocratique en Algérie ?

Le vendredi 22 février, il n'y a pas eu des groupes pour encadrer les manifestations. Cela a commencé une semaine avant sur les réseaux sociaux, et le peuple a réagi spontanément. Il n'y a pas eu d'organisation pour encadrer ces marches populaires qui se sont caractérisées par leur aspect civilisationnel et pacifique. Les gens ont défilé en brandissant des slogans qui consistaient à s'opposer au 5^e mandat pour Bouteflika. La réponse officielle a été « *oui il faut aller vers un changement, je me présente à un 5^e mandat et je vous fais une période de transition que je vais gérer* ». La 2^e semaine, le 1^{er} mars, le seuil de la revendication s'est élevé : ils s'opposaient à un 5^e mandat et demandaient le départ immédiat du système. Le plus remarquable est que les revendications ont gardé leur aspect pacifique et festif : ils ont chanté, dansé, et il n'y a pas eu un incident. Il y a eu une tentative de pénétration du cortège par l'État profond, par ceux qui ont bénéficié du système ; ils ont payé des hooligans qui ont tenté de provoquer à la fin de la manifestation. Mais les manifestants ont capturé ces gens-là et les ont remis à la Police qui a reconnu en eux des repris de justice n'ayant rien à voir avec les manifestants. Par ailleurs, les slogans islamistes ont été écartés.

Et cela continue ; actuellement, c'est le "*chat et la souris*". Certes, il n'y a plus de 5^e mandat, mais le pouvoir en a profité pour annuler et reporter l'élection. De ce fait, il se maintient en place. Jusqu'à ce que l'armée, sollicitée pour intervenir contre ces manifestations, a refusé de le faire et a maintenu sa neutralité. Les forces de l'ordre sont là, encadrent les manifestations et certains de leurs membres ont même participé à la marche pacifique avec les citoyens. Ce qui caractérise aussi ces mouvements, c'est leur aspect unitaire. Par-delà les différences (courants politiques, ethnies, ...), les gens se sont retrouvés unis autour de ces revendications et aujourd'hui on y voit des gens du Nord, des gens du Sud, qui défilent côte à côte. Un autre aspect est la participation très importante des femmes et des jeunes.

2. Quels rôles y jouent universitaires et étudiants ?

La participation des universitaires et des étudiants est capitale, elle a donné un aspect national à ces marches, par le fait que les week-ends, le vendredi, c'est une marche générale, et que les jours de semaine, ce sont des étudiants, des enseignants, des chercheurs, et après ils ont drainé des avocats et des juges qui avaient l'obligation de réserve. Ces acteurs se sont ainsi libérés et se sont mis du côté des manifestants du peuple pour revendiquer l'État de droit, la séparation et l'équilibre des différents pouvoirs.

Le mouvement étudiant et universitaire se mobilise par le biais de ses syndicats, mais il se lève de façon spontanée sans être conduit par aucune organisation. Tout le monde vient, y compris ceux qui ne sont pas organisés. Les organisations étudiantes ont été rejetées car avant le vendredi 22 février, elles avaient organisé des meetings en faveur d'un 5^e mandat et elles ont été vues comme des satellites du pouvoir.

3. Quels sont les termes du bras de fer avec le pouvoir ?

Le chapeau de paille des gens du système a commencé à se fissurer. On a vu ceux qui avaient poussé le président à briguer un 5^e mandat se démarquer : ils se sont retirés de cette coalition et ils demandent que le président d'accède aux revendications et démissionne ... ce n'est pas croyable ! En ce 6^e vendredi, la mobilisation a été plus forte que les Vendredis précédents. Aujourd'hui à Alger, tout le peuple est sorti. Ce sont des millions de manifestants à travers tout le pays.

Actuellement, nous assistons à un bras de fer : l'armée a demandé l'application de l'Article 102 de la Constitution qui traite de l'empêchement du président en cas de décès ou de maladie grave. Nous avons un Conseil constitutionnel qui est à la botte du président et qui n'a pas réagi. Nous attendons qu'il constate l'empêchement du président. En fait, on ne sait même pas où est le président. Avant, il y avait son frère qui écrivait des lettres du président à la population. Mais depuis pratiquement le 11 mars, il n'y a pas eu de réaction du régime qui s'est fissuré. Et il y a la démission du patron du Forum des chefs d'entreprise (FCE), une sorte de Medef algérien. Ce sont des gens qui ont pris de l'importance sous les mandats de Bouteflika. À certains moments, ce sont eux qui désignaient les ministres ; ils ont eu accès à des crédits colossaux sans garanties en retour. Certains tentent actuellement de les exporter à l'étranger, car ils savent qu'à un moment donné, ce régime va chuter.

Mais en fait, chaque Vendredi, le plafond des revendications est revu à la hausse. Au départ, on a demandé le départ du président ; désormais, on réclame le départ de tout le système. Des manifestants ont même réclamé le départ du chef d'État-major de l'armée ! Lorsque le président ne siège plus, c'est le président de la première chambre (Sénat) qui prend l'intérim, et devient non président de la République, mais président de l'État pendant les 40 jours. Il constate la réalité de l'empêchement et il a trois voies pour organiser une élection présidentielle. Mais même ce scénario est rejeté par les manifestants.

4. Quelles perspectives ce mouvement peut-il offrir au pays ?

Maintenant, c'est un mouvement populaire. Beaucoup de gens demandent qu'il se dote de porte-parole pour aller négocier avec le pouvoir, mais le peuple maintient que l'on n'a pas besoin de porte-parole, que le pouvoir doit répondre rapidement aux revendications, appliquer l'Article 102 et acter l'empêchement de Bouteflika pour inaptitude, nommer un gouvernement de transition et partir, afin que l'on aille directement vers l'élection d'un président qui aura la légitimité, et qui aura pour mission de changer le régime complètement pour aller vers une 2^e République fondée sur des élections libres et honnêtes.

Ce qui caractérise ces manifestations, c'est qu'il y a énormément de jeunes qui ont une conscience politique d'un niveau très élevé : ils savent où ils vont et ce qu'ils revendiquent, et il y a parmi eux beaucoup de femmes. Le mur de la peur est tombé. Maintenant, il y a des manifestations tout au long de la semaine sans attendre une autorisation. On peut saluer l'absence d'accrochage avec les forces de l'ordre qui font leur boulot en faisant preuve d'un réel professionnalisme : il n'y a pas eu même un semblant d'incident.